GESTION PROVISOIRE DE CERTAINES ENTREPRISES

Décret N° 61-274 du 11 août 1961 (29 safar 1381), relatif à la gestion provisoire de certaines entreprises.

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République Tunisienne,

Vu l'état d'urgence,

Décrétons :

ARTICLE PREMIER. — A titre provisoire, l'Etat reprend la gestion des entreprises énumérées ci-après :

- Société « Les Ciments Artificiels Tunisiens ».
- Société « La Tunisoise Industrielle ».
- Société « Les Carrières Tunisiennes ».
- Société « La Céramique Tunisienne ».
- Société « Les Plâtrières Tunisiennes ».
- Société « Briqueterie de l'Oued Draïja ».
- Société « Raffinerie Tunisienne de Soufre ».
- Société « Les Carrelages Tunisiens ».

ART. 2. — L'exploitation des entreprises énumérées à l'article 1^{er} ci-dessus est confiée à un Comité de Gestion dont la composition est fixée par arrêté des Secrétaires d'Etat au Plan et aux Finances et à l'Industrie et aux Transports.

ART. 3. — Le Comité de Gestion a la charge d'exécuter les marchés et contrats en cours régulièrement passés avant son installation. Son activité est limitée aux actes de conservation et d'administration. Il lui est interdit de procéder à des aliénations immobilières.

ART. 4. — Le Comité de Gestion se réunit au moins une fois par mois sur convocation de son Président. Les procès-verbaux sont signés par le Président.

ART. 5. — La direction administrative, technique et financière des entreprises énumérées à l'article 1^{er} ci-dessus est assurée, par délégation et sous l'autorité du Comité de Gestion, par le Président. Celui-ci peut déléguer, avec l'accord du Comité de Gestion, tout ou partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs directeurs généraux adjoints.

ART. 6. — Les Contrôleurs Financier et Technique peuvent assister aux séances du Comité de Gestion. Ils jouissent du droit de communication le plus étendu tant sur pièces que sur place.

Le Contrôleur Financier est obligatoirement consulté sur toute mesure susceptible d'avoir directement ou indirectement une incidence sur l'équilibre financier des entreprises considérées.

Les directeurs peuvent être convoqués aux réunions du Comité de Gestion.

ART. 7. — Le personnel en activité et le personnel retraité des entreprises énumérées à l'article 1^{er} ci-dessus, continueront à être régis par le statut en vigueur à la date du présent décret.

ART. 8. — Les Secrétaires d'Etat au Plan et aux Finances et à l'Industrie et aux Transports, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel de la République Tunisienne*.

Fait à Tunis, le 11 août 1961 (29 safar 1381).

P. Le Président de la République Tunisienne :
Le Secrétaire d'Etat à la Présidence
et par délégation.

BAHI LADGHAM.

NOMINATION

Par arrêté des Secrétaires d'Etat au Plan et aux Finances et à l'Industrie et aux Transports du 11 août 1961 (29 safar 1381) :

Sont nommés membres du Comité de Gestion des entreprises énumérées à l'article 2 du décret N° 61-274 du 11 août 1961 (29 safar 1381), relatif à la gestion provisoire de certaines entreprises :

MM. Amour Mokni, Président-Directeur Général de la Société « Les Ciments Portland Bizerte », Président.

Azouz Larbam, Chef de Service au Secrétariat d'Etat au Plan et aux Finances.

M. M. Zidi, Ingénieur en Chef au Secrétariat d'Etat à l'Industrie et aux Transports.

Amor Abdeljaoued, Inspecteur Divisionnaire du Travail.

Ab. Zafed, Chef de Service des Contributions Directes.

Hédi Ghachem, Chef de Service au Secrétariat d'Etat à l'Industrie et aux Transports.

Salah M'Barek, représentant U.G.T.T.

CONTROLEURS FINANCIERS

Par arrêté du Secrétaire d'Etat au Plan et aux Finances du 11 août 1961 (29 safar 1381) :

M. Rachid Sfar, Inspecteur Principal au Secrétariat d'Etat au Plan et aux Finances est désigné pour exercer les fonctions de Contrôleur Financier auprès du Comité de Gestion des entreprises énumérées à l'article 2 du décret N° 61-274 du 11 août 1961 (29 safar 1381).

Par arrêté du Secrétaire d'Etat au Plan et aux Finances du 11 août 1961 (29 safar 1381) :

M. Slaheddine ben Cheïkh, Contrôleur Financier au Secrétariat d'Etat au Plan et aux Finances, est désigné pour exercer les fonctions de Contrôleur Financier auprès du Comité de Gestion des entreprises énumérées à l'article 1^{er} du décret N° 61-264 du 25 juillet 1961 (12 safar 1381).

Par arrêté du Secrétaire d'Etat au Plan et aux Finances du 11 août 1961 (29 safar 1381) :

M. Lassidi Abdelhamid, est nommé Contrôleur Financier auprès de la Société de Recherche et d'Etudes Minières en Tunisie (S.O.R.E.M.I.T.) en remplacement de M. Hédi Farah.

SECRETARIAT D'ETAT A L'AGRICULTURE**EXPROPRIATION**

Décret N° 61-272 du 9 août 1961 (27 safar 1381), portant expropriation pour cause d'utilité publique, d'immeubles destinés à la mise en valeur du Gouvernement de Sousse.

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République Tunisienne,

Vu le décret du 9 mars 1939 (17 moharem 1358), réglementant l'expropriation, pour cause d'utilité publique, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété;

Vu l'avis des Secrétaires d'Etat au Plan et aux Finances et à l'Agriculture,

Décrétons :

ARTICLE PREMIER. — Sont expropriés, pour cause d'utilité publique, en vue de la mise en valeur du Gouvernorat de Sousse, les immeubles d'une superficie globale de 17 ha. 88 a. 90 ca., appartenant aux Consorts Madani, objet du titre foncier N° 1.683, tels qu'ils sont figurés et délimités par un liseré rouge au plan ci-joint.

ART. 2. — Sont également expropriés, tous les droits mobiliers ou immobiliers qui grèvent ou pourraient grever les dits immeubles.

ART. 3. — La dépense occasionnée par cette expropriation sera prélevée sur les crédits alloués au Secrétariat d'Etat à l'Agriculture au Titre II, Chapitre IX, Section I, Article 7, paragraphe 50.

ART. 4. — L'expropriation est déclarée urgente.

ART. 5. — Les Secrétaires d'Etat au Plan et aux Finances et à l'Agriculture, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel de la République Tunisienne*.

Fait à Tunis, le 9 août 1961 (27 safar 1381).

P. le Président de la République Tunisienne :

*Le Secrétaire d'Etat à la Présidence
et par délégation,*

BAHI LADGHAM.

MISE SOUS SEQUESTRE

Arrêté du Secrétaire d'Etat à l'Agriculture du 4 août 1961 (22 safar 1381), portant mise sous séquestre d'une parcelle de terre.

Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,

Vu la loi N° 59-48 du 7 mai 1959 (28 chaoual 1378), relative à la mise sous séquestre des terres dont l'exploitation est insuffisante ou négligée;

Vu l'avis du Gouverneur de Kairouan,

Arrête :

ARTICLE PREMIER. — Est mise sous séquestre en vue de son exploitation ou de sa conservation, la totalité de la terre dite « Bou Souibaâ » sise à la Délégation de Kairouan (Gouvernorat de Kairouan), d'une superficie de 204 ha. 63 a., et appartenant aux frères Mohamed, Tahar et Sadok fils de Mohamed Bouden pour 7/8 et aux filles de Hadj Ahmed Bouden pour 1/8.

ART. 2. — M. Bougatef ben Aoun, est nommé séquestre de la propriété visée à l'article 1^{er} ci-dessus.

ART. 3. — La prise de possession aura lieu à compter de la date de publication du présent arrêté.

ART. 4. — Le Gouverneur de Kairouan est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Tunis, le 4 août 1961.

Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,

ABDESSELEM KNANI.

VU :

Le Secrétaire d'Etat à la Présidence,

BAHI LADGHAM.

SECRETARIAT D'ETAT A L'INDUSTRIE ET AUX TRANSPORTS

NOMINATION

Par arrêté du Secrétaire d'Etat à l'Industrie et aux Transports du 11 août 1961 (29 safar 1381) :

M. Nourreddine Fourati, Ingénieur Principal au Secrétariat d'Etat à l'Industrie et aux Transports, est nommé Contrôleur Technique auprès du Comité de Gestion des entreprises énumérées à l'article 2 du décret N° 61-274 du 11 août 1961 (29 safar 1381).

SECRETARIAT D'ETAT AUX POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES

TABLEAUX COMPLEMENTAIRES D'AVANCEMENT

ANNEE 1959

Agent d'Exploitation

Avancement au choix :

M. Gachem Hamed.

ANNEE 1960

Agents d'exploitation principaux et Agents d'exploitation

Avancement au choix :

Ben Mimouna Boubaker,
Ben Mahmoud Badreddine,
Saadoun Chadli,
El Kallel Ali,
Latrous Tahar.

Agents professionnels de 2^e et 3^e catégories

Avancement au choix :

Ben Salah Rachid Tounsi;
Belgacem ben Mohamed ben Naceur,
Mabrouk ben Mohamed ben Madi.

Agents techniques - Conducteurs

Avancement au choix :

Ahmed ben Salem ben Mohamed Ladjemi;
Touil Khemaïs ben Tahar.

Agent technique spécialisé

Avancement au choix :

Ben Naceur Hamda ben Ahmed.

Agents techniques de 1^{re} classe

Avancement au choix :

Ben Hadj Salem Sadok ben Ali;
Zaghmi Abdelhakim;
Cherif Salah;
Abdelhafid Knani.

Agents techniques

Avancement au choix :

Djeliti Mohamed ben M'Hamed;
Zaiane Salah ben Mohamed;
Lahouar Youssef ben Ali;
Sta Abdallah;
Baklouti Brahim;
Bousslama Abdesslem;
Fecha Mohamed El Mazeri;
El Ghaoui Abdelhamid ben Ali;